

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205079]

29 OCTOBRE 2015. — Décret modifiant la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une Eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993 (1)

Le Parlement de Wallonie a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 8 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une Eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, remplacé par la loi du 10 juin 2001 et modifié par le décret du 28 novembre 2013, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, en raison de la décision de la Belgique, partie à l'Accord du 9 février 1994 visé à l'article 1^{er}, de mettre fin à la perception du droit d'usage sur son réseau routier et d'instaurer un péage pour le 1^{er} avril 2016, modifiant ainsi le territoire imposable commun en matière de droit d'usage, toute eurovignette acquise, pour les véhicules visés à l'article 4, alinéa 2, du 1^{er} novembre 2015 au 31 mars 2016, est due proportionnellement au montant annuel pour les jours consécutifs prenant cours le jour au cours duquel le véhicule circule sur la voie publique et prenant fin le 31 mars 2016.

Le Gouvernement wallon détermine la formule du calcul du montant de l'eurovignette visée à l'alinéa 1^{er}, ainsi que les modalités d'application de cet alinéa en cas de radiation, modification ou changement de véhicule imposable. »

Art. 2. Le paragraphe 2 de l'article 12 de la même loi, inséré par la loi du 10 juin 2001 et modifié par les décrets du 18 décembre 2003 et du 28 novembre 2013, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Pour les véhicules visés à l'article 4, deuxième alinéa, il est accordé :

a) sur demande du redevable :

1° un remboursement proportionnel de l'eurovignette à concurrence des périodes d'inactivité du véhicule pendant la période imposable. Ce remboursement est égal à un ou deux douzièmes du montant annuel selon que les périodes d'inactivité du véhicule atteignent respectivement trente ou soixante jours;

1°*bis*. par dérogation au 1°, en raison de la décision de la Belgique, partie à l'Accord du 9 février 1994 visé à l'article 1^{er}, de mettre fin à la perception du droit d'usage sur son réseau routier et d'instaurer un péage pour le 1^{er} avril 2016, modifiant ainsi le territoire imposable commun en matière de droit d'usage, un remboursement égal, pour toute vignette acquise du 2 avril 2015 au 31 mars 2016, au montant relatif aux jours d'inactivité du véhicule calculé proportionnellement au montant annuel de l'eurovignette ou au montant de l'eurovignette tel que calculé conformément à l'article 8, § 3, alinéa 1^{er}, selon que la vignette a été acquise avant ou à partir du 1^{er} novembre 2015;

2° un remboursement proportionnel de l'eurovignette à concurrence des périodes durant lesquelles ce véhicule a été utilisé sur le réseau routier de l'une des parties contractantes de l'Accord du 9 février 1994 visé à l'article 1^{er}, lorsque cette partie contractante décide de mettre fin à la perception du droit d'usage et d'instaurer un péage, modifiant ainsi le territoire imposable commun en matière de droit d'usage, et lorsque ce réseau routier a effectivement fait l'objet d'un péage pendant la période pour laquelle le remboursement est postulé.

Ce remboursement est égal à un ou deux douzièmes du montant annuel selon que les périodes d'usage par ce véhicule du réseau routier susvisé faisant l'objet du péage atteignent respectivement trente ou soixante jours;

b) automatiquement par le service compétent : en raison de la décision de la Belgique, partie à l'Accord du 9 février 1994 visé à l'article 1^{er}, de mettre fin à la perception du droit d'usage sur son réseau routier et d'instaurer un péage pour le 1^{er} avril 2016, modifiant ainsi le territoire imposable commun en matière de droit d'usage, un remboursement égal, pour toute eurovignette acquise du 2 avril 2015 au 31 octobre 2015, au montant relatif aux jours consécutifs encore couverts par l'eurovignette à partir du 1^{er} avril 2016, calculé proportionnellement au montant annuel de l'eurovignette.

Le Gouvernement détermine la forme et les formalités relatives au remboursement visé au paragraphe 2, b), qui doit être réalisé par le service désigné par lui ainsi que la formule du calcul du montant à rembourser visé au paragraphe 2, a), 1°*bis* et b).

Le Gouvernement wallon détermine la manière dont doit être prouvée l'inactivité du véhicule en cas de demande de remboursement proportionnel de l'eurovignette, conformément au paragraphe, a), 1° et 1°*bis*. La demande visée au paragraphe 2, a), 1°, doit être introduite auprès du service désigné par le Gouvernement wallon au plus tard dans un délai de six mois à compter du dernier jour de la période imposable et celle du paragraphe 2, a), 1°*bis*, dans les six mois à compter du 1^{er} avril 2016. »

Art. 3. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} avril 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 octobre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) *Session 2014-2015.*

Documents du Parlement wallon, 294 (2015-2016), n^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 octobre 2015.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/205079]

29. OKTOBER 2015 — Dekret zur Abänderung des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Billigung des Übereinkommens über die Erhebung von Gebühren für die Benutzung bestimmter Straßen mit schweren Nutzfahrzeugen, unterzeichnet zu Brüssel, den 9. Februar 1994, zwischen den Regierungen des Königreichs Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande und zur Einführung einer Eurovignette gemäß der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 25. Oktober 1993 (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 8 des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Billigung des Übereinkommens über die Erhebung von Gebühren für die Benutzung bestimmter Straßen mit schweren Nutzfahrzeugen, unterzeichnet zu Brüssel, den 9. Februar 1994, zwischen den Regierungen des Königreichs Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande und zur Einführung einer Eurovignette gemäß der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 25. Oktober 1993, ersetzt durch das Gesetz vom 10. Juni 2001 und abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, wird durch einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 3 - Infolge des Beschlusses Belgiens als Vertragspartei des in Artikel 1 erwähnten Übereinkommens vom 9. Februar 1994, die Erhebung des Nutzungsrechts auf seinem Straßennetz zu beenden und ab dem 1. April 2016 eine Mautgebühr einzuführen, wodurch das gemeinsame Besteuerungsgebiet geändert wird, ist in Abweichung von Paragraph 1 jede für die in Artikel 4 Absatz 2 erwähnten Fahrzeuge zwischen dem 1. November 2015 und dem 31. März 2016 erhaltene Eurovignette proportional zum jährlichen Betrag für die aufeinanderfolgenden Tage ab dem Tag, an dem das Fahrzeug die öffentliche Straße benutzt, bis zum 31. März 2016 zu zahlen.

Die Wallonische Regierung bestimmt die Berechnungsformel des Betrags der in Absatz 1 erwähnten Eurovignette, sowie die Anwendungsmodalitäten dieses Absatzes im Falle einer Abmeldung, einer Änderung oder eines Wechsels des steuerpflichtigen Fahrzeugs.»

Art. 2 - Paragraph 2 des Artikels 12 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 10. Juni 2001 und abgeändert durch die Dekrete vom 18. Dezember 2003 und vom 28. November 2013, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2 - Für die in Artikel 4 Absatz 2 genannten Fahrzeuge wird:

a) auf Antrag des Abgabepflichtigen:

1^o eine proportionale Rückerstattung der Eurovignette für Inaktivitätszeiträume des Fahrzeugs während des Besteuerungszeitraumes gewährt. Diese Rückerstattung entspricht einem oder zwei Zwölfteln des jährlichen Betrags, je nachdem die Inaktivitätszeiträume des Fahrzeugs dreißig bzw. sechzig Tage erreichen;

1^obis. in Abweichung von Ziffer 1, infolge des Beschlusses Belgiens als Vertragspartei des in Artikel 1 erwähnten Übereinkommens vom 9. Februar 1994, die Erhebung des Nutzungsrechts auf seinem Straßennetz zu beenden und ab dem 1. April 2016 eine Mautgebühr einzuführen, wodurch das gemeinsame Besteuerungsgebiet geändert wird, für jede ab dem 2. April 2015 bis zum 31. März 2016 erhaltene Vignette eine Rückerstattung gewährt, die dem Betrag in Bezug auf die Tage der Inaktivität des Fahrzeuges, der proportional zum jährlichen Betrag der Eurovignette oder zum Betrag der gemäß Artikel 8 § 3 Absatz 1 berechneten Eurovignette berechnet wird, entspricht, je nachdem, ob die Vignette vor oder ab dem 1. November 2015 erhalten wurde;

2^o eine proportionale Rückerstattung der Eurovignette gewährt für die Zeiträume, in denen dieses Fahrzeug auf dem Straßennetz einer der Vertragsparteien des in Artikel 1 erwähnten Übereinkommens vom 9. Februar 1994 benutzt worden ist, wenn diese Vertragspartei beschließt, die Erhebung des Nutzungsrechts zu beenden und eine Mautgebühr einzuführen, wodurch das gemeinsame Besteuerungsgebiet in Bezug auf das Nutzungsrecht abgeändert wird, und wenn dieses Straßennetz für den Zeitraum, für den eine Rückerstattung beantragt wird, tatsächlich Gegenstand einer Mautgebühr war.

Diese Rückerstattung entspricht einem oder zwei Zwölfteln des jährlichen Betrags, je nachdem die Nutzungszeiträume des obengenannten mautgebührenpflichtigen Straßennetzes durch dieses Fahrzeug dreißig oder sechzig Tage erreichen;

b) automatisch durch die zuständige Dienststelle: aufgrund des Beschlusses Belgiens als Vertragspartei des in Artikel 1 erwähnten Übereinkommens vom 9. Februar 1994, die Erhebung des Nutzungsrechts auf seinem Straßennetz zu beenden und ab dem 1. April 2016 eine Mautgebühr einzuführen, wodurch das gemeinsame Besteuerungsgebiet geändert wird, für jede ab dem 2. April 2015 bis zum 31. Oktober 2015 erhaltene Eurovignette eine Rückerstattung gewährt, die dem proportional zum jährlichen Betrag der Eurovignette berechneten Betrag in Bezug auf die noch von der Eurovignette gedeckten aufeinanderfolgenden Tage ab dem 1. April 2016 entspricht.

Die Regierung bestimmt die Form und die Formalitäten in Bezug auf die in Paragraph 2 b) erwähnte Rückerstattung, die von der von ihr bezeichneten Dienststelle durchzuführen ist, sowie die Berechnungsformel des in Paragraph 2 a) Ziffer 1bis und b) erwähnten zurückzuerstattenden Betrags.

Die Regierung bestimmt die Art und Weise, wie die Inaktivität des Fahrzeugs im Falle eines Antrags auf eine proportionale Rückerstattung der Eurovignette gemäß Paragraph a) Ziffer 1 und 1bis nachzuweisen ist. Der in Paragraph 2 a) Ziffer 1 erwähnte Antrag ist spätestens innerhalb einer Frist von 6 Monaten ab dem letzten Tag des Besteuerungszeitraums und derjenige des Paragraphen 2 a) Ziffer 1bis innerhalb von 6 Monaten ab dem 1. April 2016 bei der von der Wallonischen Regierung bezeichneten Dienststelle einzureichen.

Art. 3 - Das vorliegende Dekret wird am 1. April 2015 wirksam.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 29. Oktober 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2014-2015*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 294 (2015-2016), Nrn. 1 bis 3

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 28. Oktober 2015

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205079]

29 OKTOBER 2015. — Decreet houdende wijziging van de wet van 27 december 1994 houdende instemming met het akkoord inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994, tussen de Regeringen van de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden en tot invoering van een Eurovignet, overeenkomstig Richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 8 van de wet van 27 december 1994 houdende instemming met het akkoord inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994, tussen de Regeringen van de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden en tot invoering van een Eurovignet, overeenkomstig Richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993, vervangen bij de wet van 10 juni 2001 en gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

« § 3. In afwijking van paragraaf 1, ten aanzien van de beslissing van België, akkoordsluitende partij van het Akkoord van 9 februari 1994 bedoeld in artikel 1, om de belasting van het gebruiksrecht te beëindigen en een tolheffing in te voeren voor 1 april 2016, waardoor het gemeenschappelijk belastbaar grondgebied inzake het gebruiksrecht wordt gewijzigd, wordt elk verworven eurovignet tussen 1 november 2015 en 31 maart 2016 voor de wagens bedoeld in artikel 4, tweede lid, verschuldigd in verhouding tot het jaarlijkse bedrag, voor achtereenvolgende dagen vanaf de dag waarop het voertuig op de openbare weg rijdt tot 31 maart 2016.

De Waalse Regering bepaalt de formule voor de berekening van het bedrag van het eurovignet bedoeld in het eerste lid, alsook de modaliteiten voor de toepassing van dit lid in geval van schrapping, wijziging of vervanging van het belastbaar voertuig. »

Art. 2. Paragraaf 2 van artikel 12 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 juni 2001 en gewijzigd bij de decreten van 18 december 2003 en 28 november 2013, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Voor de bij artikel 4, tweede lid, bedoelde voertuigen wordt :

op aanvraag van de belastingschildigde :

1° een evenredige teruggave van het eurovignet verleend ten belope van de periodes van inactiviteit van het voertuig tijdens de belastbare periode. Dit bedrag is gelijk aan één of twee twaalfde van het jaarbedrag naargelang de periodes van inactiviteit van het voertuig respectievelijk minstens dertig of zestig dagen bedragen;

1°bis. In afwijking van punt 1°, ten aanzien van de beslissing van België, akkoordsluitende partij van het Akkoord van 9 februari 1994 bedoeld in artikel 1, om de belasting van het gebruiksrecht te beëindigen en een tolheffing in te voeren voor 1 april 2016, waardoor het gemeenschappelijk belastbaar grondgebied inzake het gebruiksrecht wordt gewijzigd, een teruggave gelijk aan, voor elk verworven eurovignet tussen 2 april 2015 en 31 maart 2016, het bedrag van de periodes van inactiviteit van het voertuig berekend in verhouding tot het jaarlijkse bedrag van het eurovignet of tot het bedrag van het eurovignet zoals berekend overeenkomstig artikel 8, § 3, eerste lid, naargelang het vignet vóór of vanaf 1 november 2015 is verworven;

2° een evenredige teruggave van het eurovignet ten belope van de periodes waarin dat voertuig gebruikt is op het autowegennet van één van de verdragsluitende partijen van het Akkoord van 9 februari 1994 bedoeld in artikel 1, van de verdragsluitende partijen van het Verdrag van 9 februari 1994 bedoeld in artikel 1, indien die verdragsluitende partij beslist om de heffing van het gebruiksrecht te beëindigen en een tolheffing in te voeren, waardoor het gemeenschappelijk belastbaar grondgebied inzake het gebruiksrecht wordt gewijzigd, en indien dat wegennet daadwerkelijk aan het tolgeld is onderworpen tijdens de periode waarvoor de teruggave wordt aangevraagd.

Dit bedrag is gelijk aan één of twee twaalfde van het jaarbedrag naargelang de periodes van gebruik van voormeld wegennet waarop tolgeld wordt geheven respectievelijk minstens dertig of zestig dagen bedragen;

b) rechtstreeks door de bevoegde dienst: ten aanzien van de beslissing van België, akkoordsluitende partij van het Akkoord van 9 februari 1994 bedoeld in artikel 1, om de belasting van het gebruiksrecht te beëindigen en een tolheffing in te voeren voor 1 april 2016, waardoor het gemeenschappelijk belastbaar grondgebied inzake het gebruiksrecht wordt gewijzigd, een terugbetaling gelijk aan, voor elk verworven eurovignet tussen 2 april 2015 en 31 oktober 2015, het bedrag betreffende de achtereenvolgende dagen waarop het eurovignet betrekking heeft vanaf 1 april 2016, berekend in verhouding tot het jaarlijkse bedrag van het eurovignet.

De Regering bepaalt de wijze en de formaliteiten van de teruggave bedoeld in paragraaf 2, b), die door de dienst die ze heeft aangewezen moet worden uitgevoerd alsook de formule voor de berekening van het terug te betalen bedrag bedoeld in paragraaf 2, a), 1°bis en b).

De Waalse Regering bepaalt de wijze waarop de inactiviteit van het voertuig moet worden bewezen bij de aanvraag om evenredige teruggave van het eurovignet, overeenkomstig paragraaf a) 1° en 1°bis. De aanvraag bedoeld in paragraaf 2, a) 1°, dient te worden ingediend bij de door de Waalse Regering aangewezen dienst uiterlijk binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de laatste dag van de belastbare periode en de aanvraag van paragraaf 2, a), 1bis, binnen zes maanden te rekenen vanaf 1 april 2016. »

Art. 3. Dit decreet heeft uitwerking op 1 april 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 oktober 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Nota

(1) *Zitting 2014-2015.*

Stukken van het Waalse Parlement, 294 (2015-2016), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 28 oktober 2015.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205063]

26 OCTOBRE 2015. — Arrêté ministériel relatif au contenu et aux modalités de participation et d'organisation de la formation et de l'examen des candidats à l'agrément de responsable PEB

Le Ministre de l'Énergie,

Vu le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, l'article 40, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et l'article 69, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, les articles 56, 58, § 3, et 90, § 3;

Vu le rapport du 6 octobre 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 58.178/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 octobre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

2^o arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

3^o administration : le Service public de Wallonie, la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie, Département de l'Énergie et du Bâtiment durable, Direction du Bâtiment durable;

4^o centre : le centre de formation de responsables PEB, agréé conformément aux exigences de l'arrêté;

5^o candidat : la personne physique ayant introduit une demande d'agrément en qualité de responsable PEB, conformément aux exigences de l'arrêté;

6^o logiciel : le logiciel visé à l'article 20, § 4, du décret;

7^o formation : la formation visée à l'article 56 de l'arrêté;

8^o examen : l'examen visé aux articles 58, § 1^{er}, et 90, § 3, de l'arrêté;

9^o formateur : le membre du personnel enseignant qualifié répondant aux conditions de l'article 74 ou de l'article 91 de l'arrêté.